

Rapport provisoire

Étude

des liens d'interdépendance entre les piliers de Développement, de paix et sécurité, des droits humains et de l'action humanitaire dans les sous-régions du Sahel, de l'Afrique occidentale et centrale.

Résumé analytique, Cadre analytique, Conclusion, Message clés et Recommandations, Études de cas

SOUMMISE À:

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

PAR:

Babafemi Adesina BADEJO, PhD, LL. B

PDG., Yintab Strategy
Consults

Numéro de téléphone /WhatsApp +2348055331448

Courriel:
ffembee@yahoo.com

14 décembre 2020

1. Résumé analytique

Les conflits constituent un sujet de préoccupation en Afrique occidentale et centrale, notamment au Sahel. Ils s'accompagnent fréquemment d'une situation d'insécurité généralisée, intensifiant ainsi la pauvreté, le sous-développement, les violations des droits de l'homme, dont les exécutions extrajudiciaires perpétrées par les acteurs étatiques et non-étatiques, ainsi que les défis humanitaires sans cesse croissants (pouvant être causals ou indirects). Ces enjeux indissociables appelés piliers dans la présente étude ont constitué une menace à l'action humanitaire dans les deux sous-régions. Des progrès relativement sensibles enregistrés au cours des dernières années en matière de gestion des conflits dans ces sous-régions sont restés insignifiants par rapport à l'envergure des défis. Les efforts déployés aux niveaux national, sous-régional, régional et international n'ont pas pu contribuer à la prévention de la dégradation de la situation en matière de paix, de développement, de droits humains, d'assistance humanitaire dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale.

C'est dans ce contexte que l'approche holistique vers le déploiement de l'assistance devient impérative. L'expérience a démontré que les cadres, outils ainsi que les investissements orientés vers un seul pilier de développement, paix/sécurité, droits humains et action humanitaire, en vase clos, ne suffisent pas à surmonter les problèmes humanitaires croissants dans les sous-régions. Une approche holistique vise à combiner chaque pilier de façon intégrée de manière à tirer parti des synergies et à éviter les défis sous-jacents aux quatre piliers indissociables clairement identifiés.

Depuis le Sommet mondial sur l'action humanitaire tenu en septembre 2016, les acteurs mondiaux et de la communauté internationale adhèrent de plus en plus à l'engagement vis-à-vis de la Nouvelle Méthode de travail (NWOW) qui répond aux besoins humanitaires immédiats tout en réduisant également les risques et vulnérabilités, au moyen d'une collaboration plus efficace ou des approches intégrées sur l'ensemble du Nexus humanitaire-développement-paix (HDPN). Les résolutions conjointes du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'Assemblée générale sur la consolidation de la paix mettent en exergue le lien indissociable existant entre l'insécurité et la vulnérabilité.¹ Lesdites résolutions requièrent que les piliers de développement, paix et sécurité, et droits humains opèrent au sein d'un système intégré ou concerté afin de donner la priorité à la prévention des conflits et à la recherche de solutions à leurs causes

¹ D'après les résolutions conjointes (Résolution 70/262 de l'Assemblée générale et Résolution 2282 du Conseil de sécurité) la consolidation de la paix "suppose des activités permettant de prévenir le déclenchement, l'intensification, la poursuite ou la récurrence des conflits".

profondes et d'accompagner les institutions en vue d'une paix et d'un développement durables.²

Par ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies et le Président de la Commission de l'Union Africaine ont également pris l'engagement de travailler en synergie dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de Développement durable à l'horizon 2030, en reconnaissance du rapport d'interdépendance qu'entretiennent entre eux la paix et la sécurité, les droits humains et l'action humanitaire. Pour promouvoir le partenariat, les deux responsables ont signé le Cadre conjoint Nations-Unies-Union Africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et sécurité (Cadre pour la paix et la sécurité) et le Cadre Union Africaine-Nations Unies pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de Développement durable à l'horizon 2030 (Cadre de développement). Le Cadre conjoint pour les droits humains va être signé bientôt. De plus, il existe un Protocole d'accord entre l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la Commission de l'Union Africaine (CUA) sur l'Action humanitaire.³

C'est dans ce contexte que l'étude explore les rapports d'interdépendance entre les quatre piliers dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale. Son objectif est de mobiliser les acteurs nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux autour de la mise en œuvre concertée des interventions dédiées à la recherche de solutions efficaces et durables aux conflits dans les sous-régions. Les questions transversales à prendre en compte dans les études comprennent la dynamique des questions transfrontalières et intra-régionales, le genre, la jeunesse et les réalités inhérentes à la pandémie actuelle de la COVID-19.

Toutefois, toute analyse détaillée des rapports d'interdépendance entre les quatre piliers doit comprendre les grands facteurs conjoncturels de base. Le premier à cet égard étant la gouvernance et les institutions. En ce qui concerne la gouvernance, l'emphase sera mise sur la problématique omniprésente de la corruption, la capacité à mettre en valeur les ressources humaines et matérielles ainsi que les dynamiques externes qui examinent l'impact des concessions faites aux terroristes, en particulier en Afrique de l'ouest et dans le Sahel, les grandes luttes de pouvoir visant à un intégrer l'Afrique dans le nouvel ordre mondial turbulent, et les vestiges coloniaux persistants etc. Il en est de même des capacités des institutions publiques, privées et sociales à accompagner graduellement les programmes et projets interconnectés aux piliers. Si l'on fait fi des questions conjoncturelles fondamentales, il serait difficile pour les théoriciens et praticiens de comprendre pourquoi les ressources financières ne contribuent pas au développement, à la paix et sécurité, au respect des droits de l'homme et au renforcement de la résilience à l'égard des catastrophes humaines en Afrique occidentale et centrale.

Avec l'aide de l'étude théorique de la documentation pertinente, de larges consultations avec les experts de la CEA, de la collaboration des Communautés économique

² Perret, Liam. Operationalizing the Humanitarian–Development–Peace Nexus: Lessons learned from Colombia, Mali, Nigeria, Somalia and Turkey. IOM, Geneva. P.8

³ CEA, Rapport final de la réunion virtuelle de lancement des études sous-régionales sur les rapports d'interdépendance entre les Piliers de Développement, Paix et Sécurité, Droits humains et Action humanitaire, 27 octobre 2020

régionales (CER), des mécanismes régionaux, d'un large éventail de partenaires, au moyen des réunions virtuelles, des entrevues et questionnaires réalisés en ligne, ainsi que d'une analyse méticuleuse, la présente étude fournit la feuille de route permettant d'explorer les liens d'interdépendance entre les quatre piliers de développement, paix et sécurité, droits humains et action humanitaire.

L'étude examine également les opportunités et défis liés à l'établissement des liens d'interdépendance entre les quatre piliers, en particulier avec des études de cas spécialisées pour le Mali, le Nigeria, la République centrafricaine et le Cameroun. Des cadres et structures normatifs sont disponibles aux niveaux national, sous-régional, régional et international sur les questions liées aux quatre piliers et aux liens d'interdépendance. Il existe également une prise de conscience croissante dont la grande efficacité permet d'envisager des solutions à long terme à toutes sortes de conflits, sur la base d'une approche intégrée.

Les conflits tout comme la nécessité de veiller à leur prévention et gestion demeure un défi pressant pour les sous-régions de la CEDEAO et de la CEEAC, y compris le Sahel. Ces conflits prennent d'autres connotations, dont celles induites par l'environnement et les ressources et les connotations ethno-politiques et transfrontalières. Plus important encore est le fait que ces conflits contribuent considérablement au climat général d'insécurité qui prévaut dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale. Dégager les perspectives de solutions multidimensionnelles permet non seulement de s'attaquer au défi lié au conflit ou à la menace de paix et de sécurité, mais aussi de réduire la détresse humanitaire, de baliser la trajectoire de développement, et de garantir le respect des droits humains et de l'état de droit dans les États /régions affecté(e)s.

Le présent travail de recherche n'a pas la prétention d'être un exercice purement académique. Il se veut beaucoup plus être une restitution anecdotique des observations et rapports obtenus sur la base des enquêtes, entrevues et travaux des informateurs, de manière à faciliter la diffusion pratique des conclusions et recommandations. De profondes réformes en matière de gouvernance et de leadership à l'effet d'assurer une vision transformatrice et des institutions et gouvernements transparents, l'état de droit, la coopération sous-régionale en matière de résolution de problèmes communs et l'adoption d'approches flexibles vers les liens d'interdépendance figurent au rang des perspectives de création de liens d'interdépendance dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale.

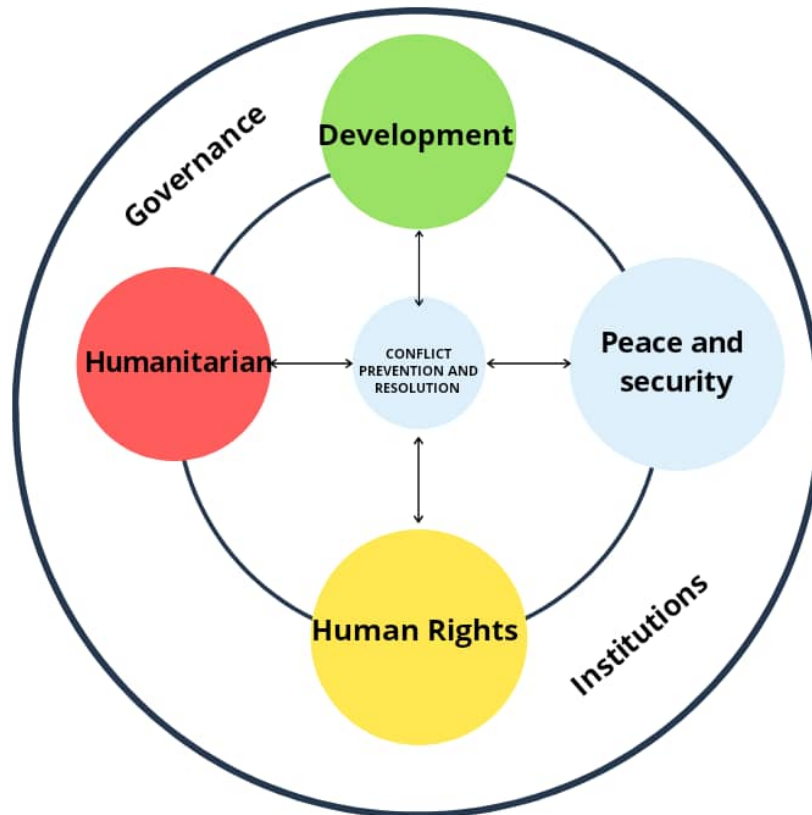
1. CADRE ANALYTIQUE

L'importance accordée au conflit est délibérée pour susciter des questionnements négatifs et positifs sur les liens d'interdépendance. Le conflit revêt un caractère négatif, car il présente la réalité des heurts violents et non-violents, assortis des défis engendrés par la mauvaise gouvernance/mauvais leadership et les institutions inefficaces, tels qu'ils affectent chacun des piliers dans la sous-région. Le conflit est également perçu sous un angle positif grâce à la prévention et à la résolution de conflits, l'étude de la bonne gouvernance et des institutions efficaces au moyen de la mise en valeur des liens d'interdépendance entre les quatre piliers.

Des solutions efficaces et durables aux conflits vont promouvoir la sécurité de l'homme et garantir la liberté absolue décrite comme une plus grande liberté dans le préambule de l'objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La nature des liens d'interdépendance entre chaque pilier et le conflit et les rapports conjoints entre les quatre piliers et le conflit seront également étudiés comme indiquent les flèches dans le diagramme ci-après.

FOUR-PILLAR INTERLINKAGES & CONFLICT



Problèmes:

Les problèmes spécifiques traités dans l'étude sont éclairés par une analyse de la situation dans les sous-régions et des cadres de coopération UA-ONU dans le cadre de l'Agenda 2063 et du Programme des ODD à l'horizon 2030. Il s'agit de:

La nature des liens d'interdépendance entre les différents piliers, et la raison pour laquelle lesdits liens sont importants pour le Sahel, les sous-régions de l'Afrique occidentale et orientale, et en particulier pour les pays de l'étude.

Réalités inhérentes aux droits humains

- intimidation et répression des citoyens
- menace au droit de réunion pacifique
- menace à l'encontre du droit au logement
- violations de droit sexuelles et sexistes
- menace à l'encontre de la liberté politique et religieuse, etc.

Paix et sécurité

- systèmes politiques et électoraux
- terrorisme
- problèmes liés à l'exploration des ressources naturelles
- problèmes économiques, moyens de subsistance (élevage bovin, problème majeur touchant le Nigeria, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger),
- exploitation de différences ethniques, etc.

Réalités humanitaires

- intérêts politiques/liés à la gouvernance
- problème lié au genre ou à la jeunesse, comme les inégalités et les violences sans cesse croissantes aggravées par la pandémie
- réduction des risques de catastrophe
- résilience
- sécurité alimentaire
- migrations: réfugiés/déplacés internes
- catastrophes naturelles et anthropiques, y compris les facteurs climatiques et environnementaux, etc.

Réalités de développement

- mesure exhaustive du développement humain
- (a) longévité (vies saines de longue durée)
- (b) savoir
- (c) accès aux ressources pour un niveau de vie de qualité
- (d) rôle et investissement du secteur privé dans le développement, à travers une croissance inclusive et innovante.

1. CONCLUSION, MESSAGES CLÉS ET RECOMMANDATIONS

Conclusion et messages clés

La multiplicité et la complexité croissantes des défis liés à la sécurité humaine en Afrique occidentale et centrale, avec la prépondérance des conflits comme une menace à la paix et sécurité, aux droits humains et à l'action humanitaire dénotent la nécessité d'envisager l'adoption d'une approche intégrée et concertée dans le cadre de la recherche de solutions durables aux conflits.

Tel que décrit dans la présente étude, la paix et la sécurité, le développement, les droits humains et l'action humanitaire ne sont ni dissociables ni n'opèrent en vase clos. Les conflits, la violence et autres menaces à la paix et aux libertés de l'homme sont rarement linéaires et prévisibles. Dans la même veine, la recherche de solutions ou de réponse ne doit pas se faire de manière linéaire. L'approche axée sur les liens d'interdépendance qui permet des actions complémentaires synergiques s'avère être une solution durable aux conflits dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale.

Sur la base des réalités spécifiques nationales et sous-régionales en rapport avec les quatre piliers, la présente étude fournit non seulement un motif voire un impératif, mais aussi une feuille de route pour les liens d'interdépendance entre les quatre piliers de paix et sécurité, développement, droits humains et actions humanitaire pour les sous-régions de l'Afrique orientale et centrale.

Les conclusions et recommandations de l'étude proviennent des sources éclectiques. Celles-ci comprennent une étude approfondie de la documentation pertinente, permettant d'abord de comprendre l'état de fonctionnement des questions liées aux quatre piliers dans les sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale et les innovations et structures existantes d'interdépendance, et par la suite les questions conjoncturelles de base ainsi que les opportunités et défis, en particulier à l'aune des questions prédominantes en rapport avec les dynamiques transfrontalières, la jeunesse et le genre et la pandémie de la COVID-19. Il y a également eu de nombreuses consultations, réunions, entrevues et administrations de questionnaire à l'effet de recueillir les points de vue des acteurs concernés.

Comme observé dans l'étude, outre les spécificités nationales, la plupart des États de la région sont confrontés à des difficultés et menaces très similaires, voire identiques en ce qui concerne les quatre piliers. Les menaces à la paix et à la sécurité, comme les problèmes transfrontaliers, les activités des acteurs étatiques se multiplient également et profitent de la fragilité croissante de la gestion des frontières. Un nombre d'États des régions de l'étude sont en train de devenir rapidement des points de transit pour les menaces hybrides à la paix et sécurité. À cet effet, les acteurs locaux/nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux devraient adopter des stratégies innovantes qui reconnaissent que les menaces à la sécurité humaines sont largement interdépendantes,

d'où la nécessité de les contrer au moyen d'une approche commune fondée sur les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux, dont l'essence réside dans les liens d'interdépendance entre la paix et sécurité, le développement, les droits humains et l'action humanitaire.⁴

L'analyse de la situation a révélé l'envergure des défis inhérents aux quatre piliers, et le fait que les facteurs favorables aux défis dans les piliers sont reliés entre eux. Dans la même veine, les solutions et idées permettant d'atténuer les défis engendrés par les problèmes liés aux piliers ne doivent pas être abordées comme un problème à part.

La consultation de la documentation et des acteurs montre qu'il existe une adhésion manifeste aux approches intégrées complémentaires dans la quête d'idées et de solutions durables aux conflits et menaces à la paix et sécurité dans nos zones d'étude. Toutefois, cette prise de conscience ne s'est pas encore traduite en véritables solutions qui seront clairement mesurées grâce à la définition des niveaux de menaces à la sécurité humaine et à la vie et à la sécurité.

Les liens d'interdépendance entre les quatre piliers opèrent sur la base des fondements conjoncturels, comme la gouvernance/le leadership/la corruption, les institutions, les ressources, les dynamiques externes et leurs forces et faiblesses inhérentes.

L'appui au renforcement des institutions au niveau des États membres par la CEDEAO, la CEEAC, l'UA et autres organisations internationales est très important. Les institutions spécialisées dans la promotion des droits humains, l'action humanitaire, la paix et sécurité, la gouvernance et la lutte contre la corruption ont encore fort à faire pour enregistrer des progrès en matière de mise en valeur des liens d'interdépendance.

Recommandations

Il est évident qu'une approche en synergie axée sur une application stratégique et opérationnelle plutôt qu'une orientation en vase clos est mieux indiquée en ce qui concerne l'appui aux programmes d'assistance en Afrique occidentale et centrale. Toutefois, cette position est évidente depuis longtemps comme l'ont souligné les documents fondamentaux et actuels de l'ONU, de l'Union Africaine et des CER. Le fait que ce point soit souligné de manière réitérée témoigne des insuffisances en matière de mise en œuvre. Un manuel détaillé sur les étapes pratiques de la formulation de politiques synergiques et la mise en place d'initiatives opérationnelles appliquées aux liens d'interdépendance entre les quatre piliers est nécessaire.

Il est également très important que l'application des liens d'interdépendance à différents niveaux (national, sous-régional, international et des CER) soit structurée en fonction du temps et des objectifs, et des activités pragmatiques et de politique, dans la mesure du possible. Ceci serait le moyen le plus efficace d'engranger des progrès et de promouvoir des actions contraignantes et mesurables en termes de résultats.

⁴ Fondation Friedrich Ebert , Dialogues about Challenges in the sahelo-saharan Region,

Paix et sécurité

Améliorer l'efficacité opérationnelle des Forces de défense et sécurité: L'étude a démontré la nature des menaces et défis sécuritaires sur la base de l'environnement stratégique et conflictuel spécifique aux sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale. En conséquence, il est essentiel de restructurer les forces de défense et de sécurité des États des sous-régions afin de stimuler leurs capacités à contrer les menaces sécuritaires irrégulières et multidimensionnelles auxquelles elles sont confrontées. Les résultats d'une telle restructuration des forces de défense et de sécurité peuvent être mesurés au degré auquel elle a amélioré leur champ de performance, leurs capacités techniques, leur degré de professionnalisme, leur réactivité ou disposition à réagir promptement face à des menaces imminentes. Ceci exige bien entendu de notre part une description de la nature des faiblesses (motivation et autonomisation inadéquates, sous-dotation en personnel, faible niveau de bien-être, manque d'opportunités de formation et de capacités de développement) existantes des forces de défense et de sécurité dans les États de nos sous-régions de l'étude. À terme, le renforcement des capacités de l'efficacité opérationnelles des forces de défense et de sécurité va consolider la paix et la sécurité, ce qui réduira directement le stress humanitaire, la marge de manœuvre des violations des droits humains, et aboutira en fin de compte au développement durable.

Accorder la priorité à la sécurité, même en termes de visions et programmes de développement et d'intégration dans les sous-régions de l'Afrique centrale et occidentale.

La sécurité, telle décrite dans l'étude dans les grandes lignes devrait être une considération majeure pour tout programme ou politique de développement ou d'intégration. Dans la quête de développement ou d'intégration sous-régionale ou régionale, il est très important de contextualiser le rôle capital que peut jouer la sécurité dans de tels plans de développement ou d'intégration ainsi que la menace potentielle à la sécurité qu'ils peuvent représenter. La conception et mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) en constitue un exemple frappant. Aussi beau et ambitieux que la ZLECAf puisse paraître, avec le potentiel de développer la base des exportations des économies africaines, nous voyons planer le spectre d'une potentielle menace sécuritaire qui mérite une attention soutenue.

Paix et sécurité aux frontières et spécificités frontalières

Les gouvernements, les associations sous-régionales et régionales, à l'instar de la CEDEAO et de la CEEAC devraient bénéficier d'une assistance leur permettant de concevoir des approches stratégiques et axées sur les objectifs pour des interventions en matière de maintien de la paix et de développement, en particulier autour des zones frontalières. Cette assistance serait très utile pour contrer les différentes dimensions de l'insécurité et des menaces au-delà des frontières, comme souligné dans la présente étude.

Quelques initiatives permettant d'y parvenir comprennent des investissements très stratégiques dans les domaines suivants:

- Le renforcement des infrastructures locales pour la paix dans les zones frontalières
- Avec la philosophie des liens d'interdépendance à l'esprit, il devrait y avoir une étroite collaboration avec les gouvernements afin que ceux-ci mènent des interventions en matière de développement dans les zones frontalières, asseyent l'autorité de l'État, améliorent la sécurité, assurent la surveillance des frontières, mènent des activités intégrées de maintien de la paix et de médiation et contribuent au moyens de subsistance locaux au sein et autour de la région frontalière, reconnaissant ainsi qu'il y existe des activités humaines légitimes reconnues.
- Soutien à la mise en place des technologies de surveillance des frontières conçues pour restreindre la contrebande et les activités commerciales intensifiant les conflits.

Développement

Le Programme des ODD à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'UA devraient être simplifiés de manière à s'adapter suffisamment et convenablement aux fonctions régaliennes de l'État pour que ce dernier puisse comprendre davantage les deux programmes pour le bien-être de son peuple et de ses institutions. Lesdits documents devront servir de points de référence.

Droits humains

Promotion et respect des Droits humains par les Forces de défense et de sécurité:

L'étude, sur la base des études de cas, a clairement fait état des atrocités, des abus et violations flagrants des droits humains fréquemment enregistrés chez les membres des forces de défense et de sécurité des pays des deux sous-régions. Nous avons également observé les conséquences interconnectées de cette situation. Les forces de défense et de sécurité ont réellement été incapables d'assurer la défense des droits humains des peuples.

Il existe une inclinaison de sécurité comportementale orientée vers la brutalité et l'abus des droits humains. Différents cas d'abus des droits humains ont été recensés. Dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, la répression violente des adversaires politiques, des manifestations et mouvements de masse, la brutalité et la militarisation excessive des élections ont été observées. Les Organisations de la société civile (OSC) n'ont eu de cesse d'attirer l'attention sur ces réalités. Une étude de ces faits pourrait déboucher sur une approche vers l'établissement des liens d'interdépendance axée sur les droits humains.

Action humanitaire

La crise humanitaire croissante, les catastrophes résultant de l'action de l'homme et des facteurs naturels sont la résultante ou la conséquence des écarts en matière de gouvernance, de paix et sécurité et de droits humains. Le développement, la résilience, l'alerte précoce, l'assistance sociale et la réactivité figurent au rang des stratégies permettant de minimiser l'impact de la crise humanitaire ainsi que les causes et conséquences des conflits.

Recommandations sectorielles

A l'intention du gouvernement Au vu de ce qui précède, il est évident que différents scénarii, les conflits, les menaces à la paix et sécurité, les droits humains, le développement et les facteurs favorables à la crise humanitaire ont tous des points communs qui tournent autour de la mauvaise gouvernance et ses effets environnants, touchant à la corruption, à l'oppression et à la suppression, à une participation et inclusion socioéconomiques inadéquates, et à une absence d'espoir généralisée. La mauvaise gouvernance favorise les effets de la nature changeante du conflit. Les différends ethno-politiques sur les ressources, les menaces découlant de la violence terroriste transnationale, les effets de la dégradation des ressources et du changement climatique contribuent tous à la fragilisation des structures gouvernementales.

On ne saurait trop insister sur la nécessité de veiller à ce que les pratiques de démocratie contemporaines se traduisent en une amélioration de la qualité de vie des citoyens ordinaires, à travers l'intégrité et la responsabilité. Ceci est capital pour stimuler et maintenir les politiques de développement.

Une mauvaise gestion des effets d'entraînement ou des conséquences de la pandémie de la Covid-19 dans un certain nombre d'États africains, donnant ainsi lieu à une crise socio-politique ou à une récession économique ne met pas seulement en exergue le rôle capital du gouvernement, mais aussi met davantage en évidence les liens d'interdépendance.

Un leadership comptable et responsable, visionnaire et transformateur qui inclue les jeunes fait considérablement défaut.

Partis politiques: moteur de la gouvernance

La plupart des États des sous-régions de l'Afrique occidentale et centrale ont adopté le régime démocratique de gouvernement. Ceci fait des partis politiques une institution extrêmement cruciale de leur architecture de gouvernance. À cet effet, au-delà de produire des candidats dans l'optique de s'arroger les pouvoirs politiques, les partis politiques des États de l'Afrique occidentale et centrale doivent devenir des institutions responsables du gouvernement.

Encourager l'appropriation par les citoyens et leur participation afin de bâtir des sociétés inclusives et pacifiques

Il faut envisager des interventions délibérées dédiées au suivi et à la promotion des élections libres, équitables et crédibles dans l'ensemble des sous-régions.

A l'aune de la Charte de l'UA sur la Démocratie, les élections et la gouvernance, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et du Protocole sur les droits des femmes en Afrique, de la Charte africaine de la jeunesse ainsi que de la Décennie de la jeunesse de la CUA et de la Résolution 2250 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU sur les jeunes, la paix et sécurité lancée récemment, les actions ci-après pourraient être menées:

L'appui aux initiatives qui intensifient la voix des femmes dans les initiatives de la sous-région dédiées au plaidoyer pour la parité homme-femme, ainsi que pour la paix et le développement.

Le soutien au dialogue sur le développement des jeunes encourageant la mobilisation des réseaux d'autonomisation des jeunes à différents niveaux.

Les nouvelles réalités découlant de l'espace numérique appellent à une gouvernance numérique.

Il est désormais impossible d'ignorer l'expansion de l'espace Internet, des médias sociaux et le rôle qu'ils jouent dans la société, en particulier en tant qu'instrument de diffusion des médias et de l'information. Les récentes évolutions sociopolitiques dans les États africains ont montré les opportunités/la force du numérique pour une gouvernance progressiste, et comment il pourrait être utilisé comme un outil contre l'État. Cette réalité a également révélé le potentiel de négation institutionnalisée ou étatique des droits humains exprimée à travers la suppression des médias sociaux, le musèlement des voix fortes de l'opposition et d'autres tendances dictatoriales.

Institutions/Organisations de la société civile

Nous avons vu le rôle critique des organisations de la société civile (OSC) à partir de nos études sur les fondements de l'état des interconnexions entre les quatre piliers. L'UA reconnaît le rôle de la société civile dans les activités de l'Union, tel que consacré à l'article 4 (c) de l'Acte constitutif de l'Union africaine et dans les sections pertinentes de son Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité ainsi que sa Politique de reconstruction et de développement post-conflit (PCRD). Toutefois, un certain nombre de problèmes influencent le rôle et l'impact des organisations de la société civile en ce qui concerne leur action dans l'écosystème de la paix et de la sécurité et des autres piliers. Des facteurs tels que l'influence et l'engagement politiques, le cadre juridique et d'autres problèmes liés à l'organisation et aux ressources affectant les OSC nécessitent une attention particulière.

Il convient de parvenir à une plus grande coordination des réseaux ou groupes d'ONG afin de garantir l'adoption de la philosophie des interconnexions dans leurs programmes et interventions. Une plus grande collaboration entre l'État, les ONG, et les OSC pourrait en outre permettre de réaliser des progrès rapides et réguliers sur les quatre piliers. Les actions doivent être menées en gardant à l'esprit le but ultime qu'est la résolution des

conflits. Tous les indicateurs et éléments d’alerte susceptibles d'alimenter les conflits doivent être pris en compte lors de la phase de conception.

Renforcement de la coopération sous-régionale sur les initiatives de gestion et de protection de l’environnement, ainsi que de lutte contre les changements climatiques:

Une collaboration soutenue sur les interventions sous-régionales de conservation de l'environnement est nécessaire pour améliorer la gestion de l’environnement, la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement, surtout en collaboration avec les réseaux de la société civile.

Annexe :études de cas

Nigéria

Ancienne colonie de l'Afrique occidentale britannique, le Nigéria est l'un des principaux moteurs de développement en Afrique. Il partage ses frontières avec le Tchad, le Niger et le Cameroun. Pour l’année 2020, sa population est estimée à bien plus de 200 millions d’habitants. Le pays qui dispose de diverses cultures et orientations traditionnelles est structuré en 36 États, en plus de la capitale. Il compte plus de 250 groupes ethnolinguistiques différents. Cette multiplicité est en partie l’une des raisons de la crise interethnique et religieuse qui a caractérisé la nature des relations entre les groupes d’individus au Nigéria.

L’économie du pays est basée sur l’exploration du pétrole brut, qui depuis sa découverte, a entraîné l'abandon d'autres secteurs clés comme l'agriculture et l'exploitation minière solide. L'exploration du pétrole brut a toujours constitué le fil conducteur des défis auxquels le pays est confronté. Elle constitue non seulement un véritable terreau pour la corruption, mais aussi joue un rôle important dans la crise environnementale et nourrit le sentiment de marginalisation des populations.

Depuis 1999, le pays a connu un certain nombre de gouvernements démocratiques, néanmoins caractérisés par une mauvaise régression de la gouvernance, des politiques et le mépris des principes très respectés de la démocratie. Le Nigéria, comme un certain nombre d'autres pays, a malheureusement présenté la démocratie sous un mauvais jour, avec des cas de corruption, de mauvaise gestion des ressources, des performances très

faibles et retardées en ce qui concerne les principaux indices de développement et de progrès qui montrent des avancées dans les quatre piliers que sont la paix et la sécurité, le développement, les droits humains et l'action humanitaire. Le prestige et les héritages passés du pays ont été rapidement maculés et éclipsés par le nombre croissant de cas de corruption, de violations des droits de l'homme même par des acteurs étatiques, d'atteintes à la liberté de la presse, de menaces d'insécurité, telles que le terrorisme, les enlèvements, les vols, les accords commerciaux illicites et autres.

Le Nigéria a continué de grossir les rangs des principaux pays au monde abritant des déplacés internes; il est également sujet à des épisodes d'inondations et de sécheresses. Un certain nombre de groupes terroristes avec différents styles de dirigeants, tactiques et bases d'opération tels que Boko Haram, EIAO, etc. continuent de menacer la paix et la sécurité, le développement, les droits humains, tout en augmentant le fardeau de la crise humanitaire. Le Nigéria fait également face à un certain nombre de problèmes transfrontaliers ou transnationaux dans le lac Tchad, dans la plus grande région de l'Afrique de l'Ouest et de toute l'Afrique.

Les réalités du changement climatique/des changements environnementaux sont clairement perceptibles à partir des préoccupations croissantes concernant la sécurité nationale. L'on a noté une concurrence accrue pour les ressources telles que les terres pour le pâturage et l'agriculture, entraînant principalement des conflits entre agriculteurs et éleveurs qui ont fait des milliers de victimes. Le Nigéria dispose d'un certain nombre de cadres et politiques susceptibles de résoudre les problèmes liés aux quatre piliers.

Mali

Avec une population estimée en 2019 à 28 020 000 habitants, couvrant une superficie de 1 241 238 km², le Mali est limité au nord par l'Algérie, à l'est par le Niger et le Burkina Faso, au sud par la Côte d'Ivoire et la Guinée et à l'ouest par le Sénégal et la Mauritanie⁵.

Les réalités géographiques et culturelles du Mali se fondent dans la fracture Nord - Sud. Le Nord est une vaste étendue de terres arides et désertiques, avec des villes urbaines regroupées et des communautés semi-nomades. Le Sud, quant à lui, avec une réalité climatique subtropicale, est densément peuplé à Bamako, la capitale du pays. Du point de vue culturel, le Nord est plus diversifié sur le plan ethnique, avec les communautés Songhaï, Maures et Fula situées autour des régions du fleuve Niger, ainsi que les Touaregs - un groupe de communautés semi-nomades. Le Sud, par contre, est principalement composé de l'ethnie Bambara. Quoique composée de divers groupes ethniques, plus de 90 % de la population malienne est musulmane. L'Islam est profondément enraciné dans l'histoire du Mali⁶. Dans ce contexte, le Mali a été témoin d'une série d'insurrections du Nord contre le gouvernement sudiste.

L'économie malienne est généralement classée comme performante par certaines organisations régionales et internationales. Elle repose sur les activités agricoles autour des cultures vivrières et du secteur tertiaire. Comme au Nigéria, environ 80 % de la

⁵ Mali, Britannica.

⁶ Note d'information sur la RSS au Mali

population vit de l'agriculture. Les activités minières, en particulier l'or, ont augmenté les investissements étrangers et ont également contribué au relèvement de l'assiette fiscale.

Malgré ces perspectives économiques positives, le Mali reste l'un des pays les plus pauvres du monde, si l'on considère les données du RDH de l'ONU. Le Mali est confronté à de profonds défis, notamment sa vulnérabilité aux effets du changement climatique, une gouvernance très faible, un manque de devoir de reddition et de transparence, la corruption et une économie hautement criminalisée.

Depuis la crise de 2012, le Mali est resté extrêmement dépendant de l'aide, ce qui nécessite davantage d'interventions humanitaires.

RDC

La RDC est le plus grand pays de la sous-région de l'Afrique centrale. Il est limité au nord-ouest par la République du Congo, au nord par la République centrafricaine, au nord-est par le Soudan du Sud, à l'est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie.

La RDC reste l'un des pays les plus pauvres du monde. À titre d'illustration, en 2018, pas moins de 72 % de la population, principalement dans le nord-ouest et la région de Kaai, vivait avec moins de 1,90 dollar américain par jour.

La RDC a eu un parcours sinueux, marqué par un enchaînement de conflits depuis les années 1990, certains étant liés à la politique et aux élections. La RDC a été parmi les pays les plus touchés par l'épidémie d'Ebola, avec plus de 2 200 décès.

La situation sécuritaire dans certaines régions de la RDC s'est détériorée en raison de violences interethniques et politiques persistantes dans des zones comme le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. Selon le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, de nombreux acteurs armés continuent de lutter contre les forces armées congolaises (FARDC) et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et de s'attaquer à la population civile. Au Nord-Kivu, d'intenses combats dans les territoires de Beni, Masisi, Rutshuru et Lubero ont entraîné des déplacements massifs et de graves violations des droits de l'homme au Sud-Kivu, malgré une certaine amélioration de la situation sécuritaire en 2018, les combats dans les territoires de Fizi et Uvira ont entraîné le déplacement de 50 000 personnes entre janvier et avril 2019⁷.

En octobre 2006, la RDC, qui a probablement connu la catastrophe humanitaire la plus meurtrière au monde, a organisé le deuxième tour des premières élections présidentielles libres en 46 ans. Point culminant d'un processus de transition financé, conçu et supervisé par l'Occident, les élections étaient censées apporter stabilité, responsabilité et démocratie dans une nation longtemps dévastée par la guerre, la mal gouvernance et l'autoritarisme.

⁷ « Position du HCR sur les retours au Nord Kivu, au Sud Kivu, en Ituri, et zones adjacentes en République Démocratique Du Congo affectées par le conflit en cours et la violence affectant la région, septembre 2019. Disponible sur <http://www.refworld.org>. Consulté le 21/10/2020.

Malheureusement, il est peu probable que cet avenir meilleur soit proche, car le processus de transition court fatalement à sa perte. Une approche audacieuse est nécessaire pour réformer l'appareil gouvernemental de la RDC, dont l'effondrement affecte non seulement ses citoyens, mais déstabilise également les États de l'ensemble du continent et fait du pays un havre de paix pour les terroristes, trafiquants d'armes et autres réseaux criminels. Le pays, grand comme à peu près l'Europe occidentale, est presque entièrement abandonné à lui-même, laissant pour compte une population de plus en plus désespérée dans un cauchemar hobbesien de chaos et de violence. Au cours de la seule dernière décennie, la violence, la maladie et la malnutrition ont contribué au décès de près de quatre millions de personnes, tandis que les armées, les seigneurs de guerre et divers groupes criminels ont volé d'immenses quantités d'or, de diamants et de coltan évaluées à des centaines de millions de dollars. Ces problèmes sont davantage renforcés par l'abondance des ressources naturelles de la RDC, son immense étendue géographique, sa géopolitique désavantageuse et ses infrastructures insuffisantes. Le pays dispose d'une multitude de gisements miniers, notamment d'uranium, de diamants, de cuivre, de cobalt et de coltan. Cependant, au lieu de servir de moteur économique du pays, ces ressources naturelles ne font qu'alimenter les conflits actuels. Les profondes divisions géographiques et politiques qui ont conduit à des flambées de violence entre factions rivales constituent un autre facteur de conflit. L'effondrement de la RDC n'affecte pas seulement ses citoyens; il déstabilise également les États de tout le continent, dont au moins une demi-douzaine a été entraînée dans sa guerre civile ces dernières années, engendrant ainsi la première « guerre mondiale » de l'Afrique. L'Occident a injecté des milliards de dollars dans des programmes humanitaires et un vaste déploiement de forces de maintien de la paix de l'ONU, sans pour autant pleinement examiner si sa stratégie pour le pays s'attaquera aux causes profondes de son dysfonctionnement. Les efforts internationaux actuels visant à remettre la RDC sur les rails recommandent l'adoption de solutions conventionnelles, somme toute souhaitable, pour les États en déroute - élections, libéralisation économique et réformes sécuritaires. Toutefois, aucune de ces solutions ne changera de manière significative la donne à moins d'être associée à un plan ambitieux permettant de s'attaquer aux racines systémiques des profonds dysfonctionnements que connaît le pays. Si la RDC veut développer des capacités locales qui pourront éventuellement résoudre les problèmes de l'État, les institutions du pays doivent être repensées afin de refléter au mieux sa géopolitique, ses capacités de gouvernance limitées, le manque d'infrastructures et l'abondante richesse minérale. Cela signifie par-dessus tout qu'il faut donner aux dirigeants locaux une véritable chance de servir efficacement la population.

Cameroun

Pays de l'Afrique centrale situé dans le golfe de Guinée, le Cameroun a une population de plus de 26 millions d'habitants en 2020 et une superficie de 475 000 kilomètres carrés.

La géographie du Cameroun lui confère un avantage géostratégique naturel, faisant du pays un point d'échange de transit dans la sous-région. Le pays est limitrophe avec six pays, en particulier le Tchad et la RCA. Cette situation est au cœur des motivations économiques et sociopolitiques qui ont fait du Cameroun une excellente cible de l'intérêt

colonial de trois grandes puissances européennes, notamment la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne.

Le Cameroun est également l'un des pays les plus diversifiés de l'Afrique, s'étendant de la région soudano-sahélienne au nord à la forêt tropicale humide dense du Sud, en passant par la savane de Haute Guinée et aux hauts plateaux occidentaux au Centre et à l'Ouest. Le Cameroun a largement réussi à rester à l'écart des instabilités et des violences caractéristiques de certains pays africains.

La situation sécuritaire du Cameroun est marquée par les conflits qui sévissent dans le pays: la lutte contre les extrémistes islamiques du groupe terroriste Boko Haram dans le nord du pays, la lutte contre les rebelles SELEKA de la RCA à l'est et la lutte contre les combattants séparatistes dans les deux régions anglophones du pays (Nord-ouest et Sud-ouest)⁸. Le nord du Cameroun continue de faire face aux attaques terroristes de Boko Haram dans la sous-région.

De fortes tensions ethniques et régionales ont constitué un défi majeur et un coût d'opportunité pour la plupart des initiatives de développement et de progrès au Cameroun. La paix et la sécurité ont en grande partie éclairé les préoccupations et les intérêts dans l'élaboration des politiques des administrations successives. Même si le pays n'a pas connu beaucoup de conflits ouverts, la consolidation de la paix a toujours été une préoccupation majeure du gouvernement menant à certaines politiques qui, à long terme, n'étaient pas les meilleures pour l'économie.

On peut dire que le paysage politique est resté relativement stable. En 2008, le Cameroun a obtenu avec succès du Nigéria la riche péninsule de Bakassi; la même année, il a enclenché un processus de révision des dispositions de la Constitution relatives aux mandats présidentiels.

Le programme du gouvernement, centré sur la réduction de la pauvreté, s'inscrit dans la continuité de la Vision de développement à long terme pour le Cameroun. La Vision, planifiée jusqu'en 2035, a pour but de rendre le Cameroun plus démocratique et uni, à travers la réduction de la pauvreté, l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire et le progrès vers l'industrialisation.

Les freins à cette Vision restent l'insuffisance des infrastructures, la mal gouvernance et la faiblesse des capacités institutionnelles, la fragilité chronique de l'État, la pauvreté, la participation inefficace du secteur privé. Comme les autres pays de l'étude, la pauvreté reste un défi récurrent majeur, car elle est liée aux zones agro-écologiques et influencée par les changements climatiques. La pauvreté est fortement concentrée dans les régions septentrionales du pays. Les inégalités intra-régionales et entre les sexes restent quant à elles très marquées.

République centrafricaine

⁸ Cameroon 2020 Crime and Safety Report. Disponible sur <http://www.osac.gov/country/Cameroon/content/detail/regort>. Consulté le 21/10/2020.

Pays de la sous-région de l'Afrique centrale avec une population de 4 826 000 habitants sur une superficie de 622 436 km, la RCA partage ses frontières avec le Tchad, le Soudan, le Soudan du Sud, la RDC et le Congo Brazzaville et le Cameroun.

Depuis son indépendance en 1960, l'économie de la RCA est instable, en grande partie en raison de la mauvaise gestion, de la corruption et de l'incapacité du gouvernement. L'agriculture de subsistance constitue le principal moteur de l'économie, tandis que les activités minières et forestières restent la base du commerce d'importation. La position géographique du pays en fait une zone fortement enclavée, ce qui constitue une forme de d'obstacle. En outre, les défis liés au manque d'infrastructures, au faible niveau de développement des ressources humaines ou du capital, à une gouvernance inefficace couplée à l'instabilité politique, affaiblissent davantage la RCA.

Depuis l'indépendance en 1960, le pays a connu quatre coups d'État et de nombreuses tentatives de coups d'État qui ont créé une culture politique et un cercle vicieux caractérisés par la violence et la prédation économique. Tous ces défis continuent d'affaiblir l'économie, car malgré d'immenses ressources et trésors inexploités, le pays reste miné par tant de pauvreté et de manque de ressources.

Le conflit qui a éclaté en 2012 en République centrafricaine et qui a débouché le 24 mars 2013 sur le renversement du Président François Bozizé par une alliance opportuniste de groupes rebelles appelée « Séléka » est la dernière escalade d'une série de crises que le pays a connues depuis près de 40 ans. Pendant plusieurs décennies, les gouvernements successifs ont concentré le faible pouvoir dans la capitale, tandis que des groupes armés (rebelles et bandits) contrôlaient de vastes parties du territoire.

Le conflit en République centrafricaine a été à la fois la résultante et un facteur d'instabilité dans les États voisins.

Selon le rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine rédigé conformément à la résolution 2507 (2020)⁹ du Conseil de sécurité de l'ONU, la situation de paix et de sécurité en RCA est aujourd'hui fortement influencée par la perspective des élections présidentielles et législatives prévues pour les mois de décembre 2020 et mars 2021.

De décembre 2013 jusqu'à nos jours, le nombre d'organisations humanitaires présentes en RCA a presque doublé. En décembre 2013, on comptait 47 organisations humanitaires présentes en RCA. En mai 2014, 95 organisations humanitaires menaient des opérations ou étaient en train de s'installer dans le pays. La plupart des opérations humanitaires se déroulent dans les provinces de Bangui, Ombella-Mpoko et Ouham.¹⁰

Parmi les principaux défis que le pays doit relever, il convient de citer, notamment: le rétablissement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire et la consolidation de la paix et de la cohésion nationale, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la fourniture des services sociaux de base aux populations aussi bien à Bangui qu'à l'intérieur du pays, les

⁹ Disponible sur <http://www.reliefweb.int/report/central-african-republic/final-report-panel-experts-central-african-republic-extended>. Consulté le 21/10/2020.

¹⁰ Reliefweb, ECHO Factsheet-Central African Republic- 23 décembre 2019.

capacités productives limitées des entreprises et leur situation financière en raison des pillages et de la destruction de leurs outils de production, le faible développement des infrastructures économiques (transports, énergie, TIC, eau et assainissement), le renforcement des capacités nationales et la promotion de la bonne gouvernance¹¹

¹¹ Groupe de la Banque africaine de développement/République centrafricaine/ Document de stratégie pays (DSP 2017-2021) Direction générale régionale - Afrique centrale RDGC/COFC Novembre 2017